

Lycée Paul Valéry, Paris 12^e



Paul Valéry, dans le 12^e arrondissement de Paris est l'un des lieux d'intervention du cercle de l'UCJR situé dans le même secteur. Au début de l'année, il s'agissait pour nous de développer un intense travail d'agitation propagande pour faire connaître le plus largement possible les propositions de l'UCJR. La campagne électorale a été un moment privilégié de ce point de vue, car les questions suscitées par la nature de l'Union de la gauche, appelaient des réponses urgentes, d'autant que le cercle JC du bahut menait une campagne tous azimuts sur la nécessité de voter pour le changement véritable, pour abattre la clique Giscard-Barre et le PS qui avait subitement opéré un spectaculaire virage à droite ! Face à cette fausse alternative droite/gauche, il s'avérait particulièrement nécessaire d'affirmer la voie de la lutte, quelle que soit la coalition qui sortirait victorieuse des urnes et de faire connaître l'UOPDP. Ces discussions ont rencontré un large écho chez les jeunes du lycée. A partir de là, il ne nous suffisait plus de développer notre ligne politique, il fallait susciter un courant au travers de mobilisations effectives. Au lendemain de ces élections, qui avaient sanctionné la victoire de la droite, nous avons tiré le bilan de la stratégie de la gauche : PS et PCF ont été victimes de leurs querelles et au delà des invectives publiques, ils défendent deux projets de société bien différents, qui ont toutefois ceci en commun, de ne correspondre en rien aux aspirations des travailleurs et de la jeunesse. Face à la droite à nouveau au pouvoir avec son cortège de licenciements, de misère et de répression, une seule solution, la lutte. En se mobilisant sur leur lycée, en engageant un travail sur l'Argentine, les lycéens de Paul Valéry ont démontré cette nécessité. Le cercle de l'UCJR a activement participé de ce travail. Comment cela s'est passé concrètement, à quoi cette mobilisation correspond dans la jeunesse, comment les jeunes apprécient-ils la situation politique, autant de questions qui se posent. Rebelles est allé interviewer 3 lycéens, Michèle, Bernard et Isabelle.

C'EST SÛR NOUS-MÊMES QU'IL FAUT COMPTER

— **Rebelles** : Est-ce que tu peux expliquer comment vous vous êtes réunis sur le lycée, à partir de quoi ?

— **Michèle** : Tout est parti du fait qu'on était deux dans la même classe et qu'on a commencé à parler « politique ». Après les élections et tout le battage qu'il y avait eu, on a décidé après avoir discuté avec d'autres gens de la classe, de voir ce que les jeunes du lycée pensaient des élections du fait que la droite avait été reconduite au pouvoir, ce qu'aurait pu faire la gauche si elle avait été majoritaire à l'Assemblée. Donc on avait préparé une AG qui a regroupé une dizaine de personnes.

C'est à ce moment là qu'est partie l'idée de faire quelque chose. La proposition de créer un journal a été avancée.

— **Isabelle** : Les panneaux que nous avons faits pour appeler à cette AG étaient très clairs. Il s'agissait de voir ce que nous lycéens, pouvions faire pour ouvrir la voie de la lutte. Nous nous sommes retrouvés à dix, mais dix qui voulions faire quelque chose, une animation sur le lycée. Il n'y a pas d'affiches à l'intérieur du lycée, les jeunes sont un peu paumés dans leur classe. On pensait qu'il fallait regrouper tous ceux qui veulent que ça change, qui seraient intéressés par une animation politique, une ouverture sur l'extérieur. Nous voulions faire une information sur les luttes qui pouvaient se mener dans les boîtes ou les luttes anti-impérialistes du type Argentine. Il y avait deux possibilités, la voie des affiches et le journal.

— **Michèle** : C'était aussi faire de l'endroit où on vit sept heures par jour et cinq jours par semaine en endroit où il y avait autre chose que des cours et des profs qu'on voyait de temps en temps.

— **Isabelle** : Dès le départ il y avait deux problèmes, l'Argentine et le journal. Nous avons formé un groupe, ce n'était pas un comité de lutte auto proclamé, mais dans les faits, ce sont les mêmes qui ont pris

en mains la mobilisation sur l'Argentine et la fabrication du journal.

— **Rebelles** : Quel était le but du journal ?

— **Michèle** : Ça créé déjà une animation on voulait que ce journal ne soit pas le fait d'un groupe mais bien le journal du lycée, que chacun puisse s'y exprimer. C'est aussi un moyen de s'ouvrir sur l'extérieur.

— **Isabelle** : Le journal n'était pas une fin en soi, mais bien un moyen, pour que nous, qui nous étions déjà regroupés, puissions contacter d'autres gens.

— **Michèle** : On voulait aussi parler de choses qui étaient organisées au lycée pour faire une animation du genre des clubs et discuter d'une amélioration car très peu de gens les fréquentent.

— **Rebelles** : Au lendemain des élections législatives, on s'est retrouvé pour un temps dans une situation assez bloquée au niveau des luttes, due pour une part à l'échec de la gauche et aux interrogations suscitées chez les travailleurs par le projet politique du PCF mais aussi à cause du blocage opéré par les directions syndicales qui prônent la négociation à tout prix. Ce désir de luttes, que signifie-t-il pour des jeunes sur un lycée aujourd'hui ?

— **Bernard** : Je pense que l'inaction constatée au lendemain immédiat des élections était due aux contradictions qui se faisaient jour dans le PCF.

— **Isabelle** : Je pense qu'aujourd'hui les interrogations sur les élections, le débat sur le type de société qu'on veut ne sont pas pris en compte par les seuls militants du PCF.

— **Bernard** : Sûrement, mais un mouvement comme le COBA par exemple est une réponse cinglante au PCF sur le plan de la propagande d'abord, car il réfute les arguments du PCF et aussi sur le plan de

l'action. Ce combat se mène en dehors des structures du PCF et c'est un moyen de le mettre en position de faiblesse. D'ailleurs il se sent menacé par ces luttes qui se déroulent en dehors de son appareil, c'est un combat à la base.

— **Rebelles** : Est-ce que cela correspond à un rejet du PCF ?

— **Bernard** : Sans doute, et c'est le propre des mouvements autonomes.

— **Rebelles** : Comment expliquer que vous vous soyez regroupés dans une période de vide politique ?

— **Bernard** : Les gens se sentent bernés et ils en ont marre.

— **Isabelle** : Sur le lycée même les gens en ont assez des magouilles aux AG et des mouvements précédents qui n'ont pas abouti (réforme Haby). Ils cherchent autre chose. A l'extérieur les gens ont vu que les élections ne changeaient rien, les augmentations reprennent de plus belle, le taux de chômage est en hausse, le pouvoir d'achat diminue. Ça devient intolérable.

— **Bernard** : Dans la mesure où les gens ont conscience de s'être faits avoir, ils laissent éclater leur ras-le-bol.

— **Isabelle** : Sur le bahut les gens se sont mobilisés sur l'Argentine, car ils avaient quelque chose à dire. Ils sont assez écoeürés par la politique avec un grand « P ». Par le biais de l'Argentine, ils en sont arrivés à poser des problèmes intérieurs au lycée (préconseils...). C'est un moyen de politisation et aussi une façon d'exprimer sa révolte.

— **Rebelles** : Est-ce que les luttes qui se mènent aujourd'hui dans de nombreuses entreprises et pas des moindres (Renault, Boussac...) ont un écho dans la jeunesse lycéenne ?

— **Isabelle** : Il n'y a pas d'information systématique sur les luttes à l'intérieur du lycée. C'est encore assez difficile. Néanmoins il faut observer avec beaucoup d'attention cette recrudescence du mouvement aujourd'hui car il présente des aspects intéressants : d'abord une certaine radicalisation (luttes avec occupations) et en même temps au cours de la lutte on voit naître une défiance vis-à-vis des syndicats inféodés aux partis de gauche.

— **Bernard** : Il ne faut pas mythifier, le danger du PCF existe toujours, il risque de remettre la main sur les luttes pour les freiner. En ce moment il y a un peu une période de transition, les choses évoluent, les gens réfléchissent après l'échec de la gauche. Ils ont perdu leurs illusions et ils sont à la recherche de perspectives. Et le PCF a pas mal de problèmes à régler.

— **Isabelle** : C'est vrai, mais avec le plan Barre III, ils ne sont sans doute pas prêts à attendre 81 et 83 dans l'espoir d'une hypothétique victoire de la gauche. La situation appelle la riposte et c'est de la base que peut venir le changement. Ce débat qui se mène à l'extérieur du lycée a aussi une influence dans la jeunesse. Aujourd'hui chez les jeunes il y a une grande aspiration à prendre eux mêmes en mains leurs affaires de façon autonome et pour lutter efficacement. Le COBA en est un exemple.

— **Michèle** : Il y a quand même un problème, c'est l'ignorance de ce qui se passe à l'extérieur. C'est pour ça que le COBA c'était intéressant : les choses se passaient à l'intérieur du lycée et les gens se sentaient partie prenante. C'est assez difficile de faire comprendre aux gens que leur lutte s'inscrit dans un cadre d'ensemble. C'est un peu toujours le problème des luttes lycéennes.

— **Rebelles** : Comment voyez-vous votre rôle sur le lycée à plus long terme ?

— **Michèle** : Pour l'instant c'était surtout l'Argentine, vu que la situation l'exigeait. D'autre part nous avons été beaucoup pris par cette mobilisation, ce qui fait que nous ne nous sommes pas réunis pour discuter plus à fond mais il s'agit de faire l'information sur le lycée, de créer un pôle d'animation, bien sûr il faut continuer la lutte !

— **Rebelles** : Ce pôle d'attraction sur le lycée, qui regroupe-t-il, quelle est sa vie ?

— **Michèle** : Ce n'est pas très organisé, nous nous réunissons quand c'est nécessaire, par exemple pour voir les articles du journal. En fait ça part surtout de notre classe. Ce n'est pas ce que nous souhaitons mais aujourd'hui, il est nécessaire d'impulser.

Pour l'Argentine, nous sommes à peu près une vingtaine et pour le journal la moitié environ. C'est intéressant car nous discutons de la situation, d'un peu tout. En fait, c'est un peu informel mais c'est normal et enrichissant aussi.

— **Rebelles** : Comment vois-tu la place de l'UCJR dans ce travail ?

— **Michèle** : Les camarades de l'UCJR ont participé au même titre que nous : il n'y a pas eu de clivage. Au point de vue politique, il y a aujourd'hui nécessité de creuser les discussions au sein du groupe car nous ne sommes pas tous d'accord. Mais nous ne voulons pas d'une organisation qui dirige.

— **Rebelles** : Le rôle de l'UCJR est aussi un rôle d'impulsion, de concentration des idées justes pour faire avancer les choses,

s'opposer au défaitisme par exemple ; comment vois-tu ce rôle ?

— **Michèle** : La camarade de l'UCJR s'est beaucoup investie dans ce travail mais ce qui a intéressé les gens, c'est que ce mouvement n'était pas chapeauté.

— **Rebelles** : Notre but n'est pas la récupération mais bien de travailler dans le mouvement pour essayer de le faire évoluer dans un sens positif en partant des idées justes chez les gens. Ce travail a été réfléchi par le cercle dans son ensemble. Est-ce que tu penses que cela a pesé dans la clarification du mouvement ?

— **Michèle** : Aujourd'hui nous sommes d'accord sur un certain nombre de points, sur la gauche et surtout sur le PCF par exemple. C'est un fait. Ce dégoût du PCF

vient non seulement du fait que nous remettons en cause son projet politique mais aussi que les organisations vont à l'encontre de nos aspirations.

— **Rebelles** : A partir de ce dégoût du PCF, beaucoup de jeunes opèrent une assimilation avec l'ensemble des organisations. C'est dans la pratique, qu'on peut trancher. Cette année notre cercle a mené un travail non pas pour s'ériger en donneur de leçons mais pour faire évoluer les choses et les gens.

— **Michèle** : Sans doute. D'ailleurs personne n'a eu le sentiment d'être magouillé. N'empêche qu'on se méfie quand même et qu'on met un peu tout le monde dans le même sac.

— **Rebelles** : Ce rejet du PCF est déjà une clarification politique importante, cela

implique aussi que tu rejettes une certaine conception de la société. A partir de là se pose la question d'une autre alternative au delà du schéma droite-gauche. Comment définis-tu en positif la société que tu veux ?

— **Michèle** : Il faut une société où les gens prennent leurs affaires en mains, repartir sur des bases nouvelles (il ne faut pas oublier que le PCF a dégénéré après avoir été sur des positions justes). Pour l'instant nous regardons autour de nous. C'est vrai qu'aujourd'hui nous sommes à la recherche d'une ligne politique, d'un but précis et nous craignons le piège de l'organisation. C'est peut être une limite à notre travail, ça donne des actions spontanées qui ne réussissent pas toujours.

Mais nous en sommes à ce stade aujourd'hui.

